GUERRE DE CLASSES

« LE JOUR OU IL DEVIENT POSSIBLE DE PARLER DE LIBERTE, L'ETAT CESSE D'EXISTER COMME TEL. AUSSI PROPOSERIONS-NOUS DE METTRE PARTOUT A LA PLACE DU MOT ETAT, LE MOT GEMEINWESEN, EXCELLENT VIEUX MOT ALLEMAND, REPONDANT AU MOT FRANÇAIS COMMUNE. »

F. ENGELS.

JOURNAL DU COMMUNISME LIBERTAIRE

N° 1

« GUERRE DE CLASSES », Directeur de publication : DESMARS Michel
Correspondance : B.P. 20, TOURS Rives du Cher (37)

1F

GUERRE DE CLASSES : ENCORE UN, POURQUOI ?

Un de plus ? C'est qu'il y en a depuis quelques mois : Tout, l'Idiot, Vivre, le Cri du Peuple, Front Libertaire, et nous en oublions sans doute ! Nous n'allons pas pleurnicher sur ce que cette éclosion de canards représente d'efforts dispersés. Nous trouvons réjouissant au contraire que puissent fuser tant d'idées, évoluer tant de groupes que l'écrit conduit à clarifier leurs positions. Les regroupements finiront bien par se faire s'ils s'appuient sur autant de vitalité et s'ils correspondent à des analyses et à des pratiques communes.

Et même, nous n'avons aucune intention de concurrence... puisque Guerre de classes ne sera pas un « journal ». Guerre de Classes se contentera d'être « une feuille » qui ne paraitra que lorsqu'il y aura vraiment quelque chose à dire ou à faire connaitre et que d'autres que nous n'auront pu ou voulu le faire.

Nous savons d'ailleurs, de sûre expérience, que les « journaux », une fois parus leurs premiers numéros où tout est dit, se croient obligés de sortir régulièrement en faisant du remplissage. C'est pourquoi nous ne paraitrons qu'à la demande, en quelque sorte.

***

Nous allons essayer de rompre avec le style prêchi-prêcha, les affirmations souvent prétentieuses et les analyses « savantes » de la plupart des organes trotskistes et de certaines publications « conseillistes ».

Nous nous défierons du triomphalisme, de l'autosatisfaction, d'un populisme facile et illusoire.

Nous ne croyons pas que l'utilisation à tout bout de phrase du mot « merde « soit un substitut valable aux actes révolutionnaires. Désacraliser une institution, une fonction, en maniant systématiquement l'injure ou l'obscénité, c'est une chose. Les Black-Panthers utilisent cette arme révolutionnaire... et aussi d'autres armes Cela n'a rien à voir avec le simple désir de jouer les affranchis de trop de petits « gauchistes » ou avec l'illusion de faire « ouvrier »... car le niveau réel de langage de l'ouvrier n'est pas celui-là et la contestation de l'éducation bourgeoise se situe ailleurs. Nous ne nous croirons pas obligés non plus d'adopter le jargon situationniste ou infra-situationniste et de reprendre les expressions du type : « Détruire l'Université », « A bas le travail », que nous avons parfois utilisées mais dont nous avons compris que, bien loin de signifier une rupture, elles correspondaient au seul goût du scandale bon marché de certains secteurs étudiants. Nous essaierons donc d'écrire un langage simple et, à chaque fois que cela sera possible, ce sont des travailleurs qui parleront à des travailleurs, pour leur dire des choses qui n'auront rien à voir avec l'ouvriérisme.

Informer, discuter, démystifier, analyser, proposer. Cela veut dire que nos colonnes sont ouvertes à tous ceux qui se trouvent sur un front de luttes mais que nous ne passerons pas sous la table. Dénoncer la domination exercée par ceux qui prétendent savoir ne signifie pas que les militants communistes-libertaires, leurs groupes, leur organisation, vont « s'écraser » et éviter de donner leur point de vue, le résultat de leurs réflexions. Nous dirons « voici comment nous interprétons tel événement, ce que nous voyons sous telle série de faits » sans que le point de vue donné constitue une vérité devant laquelle il faut s'incliner. Autrement dit, nous ouvrons un dialogue et ça veut dire que nous aurons, nous aussi, la parole. A l'image de ce qu'est l'activité des communistes-libertaires dans la guerre des classes : ni des professeurs de révolution, ni les « éducateurs » des masses, mais au sein des luttes parmi ceux qui combattent au premier rang et qui donnent leur opinion sans pour autant se transformer en guides ou en juges.

D'ailleurs, pour rompre avec une certaine conception « dirigeantiste », nous disons d'emblée que nous n'avons pas de lumières suffisantes sur tous les problèmes, que nous nous efforçons de nous situer dans une recherche permanente, que la cohérence est pour nous une nécessité mais conçue comme une approche constante et non un fait réalisé. Nous n'hésiterons donc pas à faire état de nos difficultés, voire de nos divergences sur telle ou telle question. Il nous arrivera donc de publier plusieurs positions sur un même sujet. C'est que nous ne prenons pas les lecteurs et les militants pour incapables de se déterminer ou de participer à une discussion. Nous croyons même que c'est une pratique saine que d'exposer ses insuffisances et ses difficultés pour tenter d'y répondre. Cette manière de procéder peut paraître insolite. En tout cas, elle n'est pas courante mais nous voulons justement introduire de nouveaux rapports dans le secteur de la presse révolutionnaire et nous affirmons que le monolithisme n'est qu'une apparence trompeuse d'efficacité.

***

La priorité sera donnée aux luttes du présent mais nous ne négligerons pas de demander à l'histoire ce qu'elle peut nous apporter, ce qu'elle peut éclairer.

Nous nous refusons à séparer « pratique » et « théorie », une telle séparation n'étant en fin de compte que l'assimilation de la pratique à l'activisme et la réduction de la théorie à l'élucubration idéologique.

L'actualité que nous voulons privilégier, c'est, bien sûr, celle dont les autres organes ne parlent pas, mais nous donnerons notre point de vue et nous ouvrirons la discussion sur les événements majeurs même si les colonnes des divers journaux sont déjà bourrées de renseignements et de commentaires,

— parce que sur chaque fait important il est nécessaire que les communistes-libertaires s'expriment... et ils ont beaucoup de choses à dire et nous espérons que beaucoup d'exploités y retrouveront ce qu'ils ressentent profondément ;

— parce que les faits, les événements, tout ce qui est ponctuel et apparent, masquent souvent en fait la réalité, et c'est la réflexion, la remise en cause, l'analyse démystificatrice qui ont une valeur révolutionnaire : que les exploités, les opprimés exercent leur esprit critique au lieu de gober les informations et beaucoup de choses seront changées.

Et puis, s'il est indispensable de donner des informations, il est impossible à une feuille comme « Guerre de Classes » de suivre une actualité constituée en apparence par mille faits épars. Les « échos de boîtes » sont souvent un « écho » dérisoire, orienté, utilisé pour affirmer la présence d'un groupe ou de ses militants. Ce qui est plus important, fondamental, c'est, à partir de quelques faits très caractéristiques, de mettre en lumière ce qui est prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes, quel que soit le degré de présence — ou d'absence ! — de militants de tel ou tel groupe politique.

***

Nous combattrons sur tous les fronts de la guerre de classes, que ce soit au cours des batailles ouvrières ou que ce soit dans le cadre de la lutte des catégories les plus exploitées : immigrés, jeunes, femmes.

L'affrontement de classes se situe en effet toujours sur le front d'exploitation directe, sur le lieu du travail salarié, mais aussi sous des formes moins claires, moins évidentes, mais de mieux en mieux perçues, par les jeunes notamment, dans la vie du quartier, de la rue, de la commune, de l'école, du lycée, de la famille, aussi sur le plan de la « culture », du théâtre, de l'art, du livre ou du film.

C'est à travers l'ensemble de ces luttes, essentiellement lutte pour la décolonisation de la vie quotidienne et lutte classe contre classe sur le lieu du travail, que nous voulons ensemble *changer le monde, changer la vie.*

***

LE M.C.L. QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le mouvement Communiste-Libertaire est né de la rencontre de la Jeunesse Anarchiste-Communiste, des militants de l'ex-Fédération Communiste-Libertaire et du groupe Action-Tours, au cours de l'année 1969.

Né dans la pratique, par souci de chaque groupe, de sortir de l'isolement géographique, quel est son projet ?

LE COMMUNISME-LIBERTAIRE

Depuis Mai 68, des milliers de travailleurs s'interrogent. Ils ont vécu une extraordinaire poussée des masses. Ils en ont senti douloureusement l'échec. Ils ont été frappés par le très fort courant qui s'est manifesté en direction de la prise en main par les opprimés de leurs propres luttes, par l'aspiration à l'AUTOGESTION, par l'opposition qui s'est manifestée contre les manipulations bureaucratiques.

(Suite page 2.)

SUR LES DIVERS

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

LUTTE AU FOYER DE SEYNOD

Le foyer nord-africain, ce n'est pas le seul à Annecy ; c'est le plus grand, mais ce n'est pas le plus insalubre. Il y a le foyer des travailleurs espagnols qui est une baraque en bois, et à Gran-Gévrier, aux îles, sur les bords d'une rivière qui sert d'égout à plusieurs usines, il y a les baraques en planches des travailleurs portugais.

Ce foyer, c'est l'endroit où l'on entasse au sortir de l'usine 400 ou 500 travailleurs. En ville, ce serait gênant, la bourgeoisie les craint, alors on construit des ghettos autour desquels on construit une muraille de légendes sordides.

Pour les bourgeois, ce quartier c'est « Chicago » (nom couramment utilisé pour désigner cette partie de Seynod).

Des hommes vivent à huit dans une chambre de 4 m sur 4 m. Ils n'ont pas tous des lits, et de toute façon ils ne peuvent dormir car beaucoup travaillent en équipe : alors c'est le bruit sans cesse d'une cuisine que l'on fait dans ces chambres exiguës. Pour cela, pour les vitres qu'on ne remplace pas, pour les peintures qu'on ne refait jamais, pour les ordures que le concierge brûle sous les fenêtres, pour ces douches qui ne marchent qu'une seule fois par semaine, pour beaucoup d'autres choses encore, il faut payer trente à quarante mille anciens francs, payer pour le réchaud une location et une caution que l'on ne revoit pas, payer pour l'unique douche de la semaine. Là des hommes vivent ou plutôt survivent, et souvent parce qu'il fait trop froid, meurent (cinq l'année dernière). Pour cette raison, lors de la première assemblée générale, les travailleurs immigrés tous présents, votèrent la grève. On voulait un nouveau foyer, condition unique pour faire cesser la grève, mais aussi toutes les réparations nécessaires dans le vieux foyer. Puis dans une autre A.G., le gérant a dû venir s'expliquer et dans sa peur il a dénoncé tous ses complices : les constructeurs, les employeurs, les maires et le préfet. Ainsi la cause de ces morts, de ces maladies nombreuses, c'est fric et racisme. D'abord fric, tout est d'un rapport brut de 3 à 4 millions, et comme cela dure depuis dix ans, calculez...

Racisme, car si quelques bourgeois soucieux de s'éviter l'ennui d'une révolte ont réuni l'argent nécessaire à une construction nouvelle, aucun maire à l'approche des élections n'oserait mécontenter un électorat bourgeois en permettant l'installation d'un foyer dont les habitants ne votent pas.

Alors comme les avertissements écrits ne suffisaient pas et qu'on allait se fâcher, on usa de la répression. Et si par deux fois la meute des flics essaya de pénétrer dans le foyer, elle dut repartir et le capitaine de gendarmerie eut droit à ces slogans spontanés :

« Venez visiter nos chambres ! » « Venez voir pourquoi on lutte ! »

Ensuite, il y eut une accalmie et pendant qu'en ville et dans les usines les tracts d'information circulaient, au foyer une fête s'organisait : un couscous géant réunissant 600 à 700 travailleurs venus spontanément de tous les foyers de la région, d'autres venus avec les maoïstes de Grenoble et qui racontèrent leur lutte. On parla des syndicats, des fedayins, puis les maoïstes se firent acclamer (« il n'est pas de sauveur suprême », l'Inter).

Après ça, les flics occupent, arrêtent, s'installent. Mais la lutte continue à l'intérieur du foyer. Sur les murs, un soir, des slogans sont peints. La garde est redoublée, on croit l'ennemi venu du dehors. Un autre matin, de partout, des tracts. Alors le consul revient et répète ses menaces (expulsion, déportation au Sahara). Rien n'y fait. On tente de faire croire à un procès contre ceux qui continueraient la lutte ; ils sont nombreux. Les maoïstes préfèrent l'intervention du Secours Rouge, la lutte s'effiloche de meeting en meeting, alors qu'il fallait radicaliser la lutte, agir avec fermeté.

Certaines transformations intervinrent au foyer : douche à l'eau chaude et changement de draps et couvertures. Pour le reste, ce ne fut que des promesses de bourgeois.

Mais c'est aussi un échec politique. En substituant sans cesse à une lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, leurs propres conceptions, les maoïstes n'ont permis aucune mobilisation révolutionnaire réelle des travailleurs et ont empêché toute prise de conscience politique. Ainsi ils nous sont apparus surtout soucieux de leur étiquette et de leur image de marque. Notre rôle apparaît alors clairement : aider les camarades immigrés dans les foyers à comprendre ce qu'on fait d'eux dans cette société, pour qu'ils prennent eux-mêmes en main leurs luttes, dans les foyers... et à l'usine.

(Suite de la page 1.)

Les travailleurs ont retrouvé spontanément les formes spécifiques de l'action révolutionnaire où apparaissent toujours de façon embryonnaire les structures de la société sans classes. A travers l'analyse historique des luttes de classe, le M.C.L. voit se dégager la tendance profonde, manifestée par les travailleurs, à l'autonomie, à l'auto-organisation, dans toutes les périodes révolutionnaires (Commune de Paris, Cronstadt, Ukraine Maknoviste, Conseils Ouvriers d'Italie, pouvoir des Conseils de Bavière, Commune Hongroise, Révolution Espagnole, révoltes Hongroise et Tchèque, Mai 68 en France).

Le M.C.L. se réclame de cette tendance profonde à l'autonomie, à l'auto-organisation des travailleurs, qui aboutit à la conception du POUVOIR DES CONSEILS, lequel est d'abord et avant tout la négation de tout pouvoir d'Etat.

En effet, ce pouvoir des Conseils réalise l'AUTOGESTION GENERALISEE à tous les domaines de l'activité humaine.

Il est impossible (et il serait même contre-révolutionnaire de le faire) de définir ce que sera le monde nouveau, et le pouvoir des Conseils ne peut être précisé dans ses formes organisationnelles que par la pratique historique elle-même.

L'AUTOGESTION ne peut pas être une modification superficielle des structures économiques ou politiques mais un bouleversement fondamental de tous les aspects de la vie. Nous dénonçons, de ce point de vue, des caricatures d'autogestion préconisées, et parfois réalisées, en Yougoslavie, dans les projets CFDT et PSU, etc.

Déjà, dans la réalité immédiate, dès que les travailleurs récupèrent et exercent leur pouvoir par l'Assemblée Générale, c'est-à-dire autogèrent leurs propres luttes, ils engagent un mouvement qui préfigure le processus révolutionnaire et son aboutissement. En ce sens, l'AUTOGESTION est à la fois MOYEN et FIN.

La Révolution ne peut pas être faite par personnes interposées, **elle est l'affaire de tous et non d'un état-major de professionnels, de spécialistes. Les délégués, dans tous les organismes mis en place, sont l'émanation des Assemblées Générales et révocables en permanence.**

Ce projet est appuyé par un texte de base théorique qui représente une orientation générale. C'est un texte de référence, mais il est loin d'être considéré comme achevé. Ce texte est une analyse de la situation en France, dans le tiers monde, dans les pays dits « socialistes » et, dans le monde, débouchant sur une stratégie révolutionnaire et la nécessité de l'organisation, LAQUELLE ?

NECESSITE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE-LIBERTAIRE

Le « bric à brac » des « anarchistes » plus ou moins folkloriques n'est qu'un fatras idéologique de plus et n'a rien de commun avec le courant anarchiste-communiste du mouvement ouvrier, issu de la Ire Internationale. A ce sujet, il importe de rappeler que Marx et Bakounine se retrouvèrent face aux proudhoniens à propos de la collectivisation des moyens de production, et que Bakounine fut le premier traducteur du « Capital » en russe, qu'il adhéra aux fondements du matérialisme historique comme devaient le faire nombre de fédéralistes de l'Internationale et, plus tard, des anarchistes italiens et espagnols, des militants en France.

Le Communisme-Libertaire n'est donc pas cette théorisation simpliste de la révolte et de la notion de liberté en général de certains anarchistes niant la lutte des classes. De même, il convient de distinguer la formation d'un éthique révolutionnaire qui est l'expression de l'activité réelle au cours de la prise de conscience des masses et dans la lutte, d'un sentimentaliste et d'un humanisme vagues qui ont abouti trop souvent à faire de l'anarchisme un simple dépassement du libéralisme bourgeois.

Pour en terminer, nous affirmons que le matérialisme historique n'est nullement le point de départ de l'opposition au sein du mouvement révolutionnaire entre le courant étatiste et le courant libertaire. Ajoutons que le terme de « marxisme » attribué au matérialisme dialectique est impropre. L'opposition qui s'est manifestée, dès les premières années de la Ire Internationale, entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine s'est située sur les problèmes de la révolution, de la conception de la stratégie révolutionnaire, du rôle des révolutionnaires par rapport aux masses, de la nature et du rôle de l'organisation révolutionnaire, du rôle de l'Etat.

Aujourd'hui, c'est sur ces problèmes que nous divergeons des camarades léninistes, trotskystes, maoïstes.

Pour nous, l'organisation est le lieu de rencontre, d'échanges d'informations, de réflexions qui permettent l'élaboration de la théorie et de la pratique révolutionnaire.

La recherche de la cohérence maximum s'inscrit dans la perspective de la prise de conscience des masses. Cette prise de conscience est une dynamique, elle n'existe pas dans l'abstrait ; par conséquent, il est absurde de considérer que les révolutionnaires représentent cette prise de conscience comme réalisée.

La théorie ne peut s'élaborer qu'à partir de la pratique quotidienne des révolutionnaires.

LA PRATIQUE DES REVOLUTIONNAIRES SE FAIT AU SEIN MEME DES MASSES où il existe toujours un minimum de conscience qui permet l'intervention de militants en tant que résonnateurs, émetteurs, révélateurs et catalyseurs. En ce sens, être révolutionnaire, c'est s'attacher à une recherche et une remise en cause permanente, c'est introduire une coupure radicale avec toutes les idéologies (au sens de « discours coupé de toute pratique »).

L'expérience historique nous enseigne que le léninisme, exemple même d'idéologie, n'a fait dans la pratique qu'utiliser les structures préétablies au profit d'une idéologie révolutionnariste.

Le schéma de l'Etat Ouvrier léniniste ne pouvait qu'aboutir à l'élimination d upouvoir ouvrier (Kronstadt), de la gestion directe des Soviets, au profit de la classe de substitution qu'est la bureaucratie.

CE QU'EST LE M.C.L.

L'organisation fédéraliste est composée d'un ensemble de groupes autonomes liés entre eux **non par des principes rigides et sclérosés, mais** par le niveau de cohérence atteint à chaque instant **(la cohérence maximale étant une finalité jamais atteinte), et** par une recherche et un échange de vues sur les luttes en cours. **C'est la condition nécessaire pour saisir la réalité présente et pour éviter la confiscation de ces luttes par une bureaucratie évidente ou occulte.**

L'organisation communisme-libertaire n'existe que par la pratique de ses militants, les tâches techniques étant accomplies par des commissions de camarades mandatés par les Assemblées Générales et révocables à tout moment.

Les formes mêmes données à cette organisation ne sont fonction que de leur utilité et peuvent évoluer ou changer suivant leur nécessité fonctionnelle. Produite par la nécessité de la lutte et de la liaison des révolutionnaires, l'organisation ne peut en aucun cas se substituer aux formes propres que se donne le prolétariat en lutte.

L'organisation révolutionnaire devra disparaître, non par un processus mécanique, mais lorsqu'elle ne correspondra plus aux fonctions qui en fondaient la nécessité, en se dissolvant dans la société sans classes.

LA REALISATION DU COMMUNISME-LIBERTAIRE DEPEND DE LA REPRISE A LEUR COMPTE DU PROJET M.C.L. PAR TOUS CEUX QUI ONT UNE VISION ET UNE COMPREHENSION DU PHENOMENE REVOLUTIONNAIRE PROCHES DES NOTRES.

FRONTS DE LUTTES...

Nouvelles organisations et nouvelles formes de luttes... !

Bergeron déclarant son soutien à la politique contractuelle de Chaban-Delmas en matière d'accords, avoue crûment l'orientation de collaboration de classes qu'ont choisie les directions syndicales. Ce ne sont pas les dernières péripéties organisées par la C.G.T. lors de la signature de l'Accord SNCF qui peuvent leurrer.

Pris dans l'engrenage de ses contradictions, le syndicalisme ne peut ni les résoudre, ni faire marche arrière. De plus en plus, l'intégration se réalise, de plus en plus le syndicalisme devient un rouage indispensable au bon fonctionnement de la société capitaliste (1).

Aujourd'hui, le gouvernement, les patrons et les syndicats s'évertuent à démontrer que le dialogue et la concertation peuvent résoudre les problèmes de la classe ouvrière, sous-entendu la grève n'est plus indispensable. *Le Monde* donne le ton dans un article « Contrats et Contradictions » du 10-2-71 : « Il est facile aux représentants des travailleurs à prouver à leurs mandants qu'ils ont « arraché » de bons contrats et que, tous comptes faits, la grève n'étant jamais une partie de plaisir pour les travailleurs, le résultat final est meilleur que celui qui peut être obtenu par des affrontements périodiques. »

La signification des accords 1971, qui sortent maintenant à profusion, est très claire : LA BASE DOIT COMPRENDRE QUE L'HEURE N'EST PLUS AU COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE.

Les « bons et loyaux » serviteurs de la classe ouvrière oublient de préciser que les accords ne règlent, ne parlent même pas, des problèmes auxquels les travailleurs sont sensibles : CHOMAGE, CONDITIONS DE TRAVAIL, DE VIE.

La recette miracle 1970, rectifiée 71 marchera-t-elle ?
SEQUESTRATIONS,
SACCAGES DE LOCAUX
SONT LES REPONSES !

Le fossé entre les « responsables » et la base se creuse de plus en plus. Les Accords laissent indifférents les travailleurs : « Nous connaissons le contenu, c'est comme d'habitude », « Les salaires sont augmentés, mais dans trois mois, tout aura été rattrapé », telles sont les réflexions désabusées que l'on entend.

Cependant, la base lassée d'être trompée, bernée, en vient à utiliser en certains endroits, des méthodes d'action qui sont à la fois la dernière ressource et un ralliement à l'action directe, tradition du passé enterrée pendant de nombreuses années.

Ces actions spectaculaires sont, dans le contexte de 1971, une des réponses aux questions que se posent les ouvriers. Elles sont un des éléments essentiels de la construction d'une organisation nouvelle de lutte de classe du prolétariat, question à l'ordre du jour parmi les travailleurs.

Cette organisation, qui doit être construite par les travailleurs eux-mêmes, pourrait avoir deux axes de développement inscrits dans la réalité d'aujourd'hui,

— d'une part une structure basée sur les Comités d'Action, de base, etc., tendance actuelle au sein du mouvement ouvrier ;

— d'autre part comme stratégie de lutte ; l'action directe (séquestrations, sabotages : des cadences, par exemple, etc.).

Deux éléments de réponse qui dénotent une tendance, mais qui demain risquent fort de devenir un mouvement plus large, plus important. Les luttes menées tout dernièrement à l'usine Férodo de Condé-sur-Noireau, dans les mines de Faulquemont, aux Etablissements Leclerc et Martinot de Fougères, et aux Batignolles à Nantes, en sont la démonstration.

Depuis mai et juin 68, la classe ouvrière avance pas à pas dans la recherche des moyens pour parvenir au socialisme, même si cette marche en avant a lieu parfois à la manière d'un aveugle.

(1) Voir la brochure du M.C.L. « Syndicats et Action Ouvrière ».

M. T. C. TOURS

Que se passe-t-il au bagne INDRECO ?

L'usine INDRECO à Tours est l'incarnation de ce qu'il y a de plus répugnant dans le domaine de l'exploitation capitaliste.

Dans la confection, les patrons sont en grand branle-bas : **C'EST LA CRISE !**

Le patron de la Manufacture Tourangelle de Confection vous expliquera comment la crise se passe, comment on « réorganise » depuis juin 1970 dans son usine :

— Licenciement d'abord de 15 personnes ;

— Mutation de 20 autres à la machine, alors qu'elles n'ont aucune qualification pour ce travail ;

— Réduction d'horaires, donc de salaires. **C'EST LA CRISE !**

Avant elle les ouvrières n'avaient pas connu les beaux jours : les C.R.S. de la boîte bâillonnaient les filles de 15 ans pour étouffer leurs cris de douleur sous les coups ; pour toutes, cadences infernales, crises de nerfs, salaires de misère (en moyenne 500 F par mois). **C'EST LA CRISE !**

Et à cause d'elle, l'usine a été en chômage partiel pendant trois mois (32 heures par semaine). Et dernièrement, il y a eu licenciement de 80 travailleuses.

Quant aux profiteurs du Capital, ils savent bien ce que c'est que cette crise qui leur permet de racheter deux usines en un an.

Ils savent que quand les profits sont menacés, il faut augmenter la production, diminuer les frais ; plus de machines et moins de salaires.

Et les cadences s'accélèrent ; et les primes de rendement augmentent, c'est la RESTRUCTURATION de l'entreprise, celle qui donne le jour à la « nouvelle société », celle dans laquelle le patron vous donne juste de quoi reconstituer votre force de travail, pour que vous puissiez continuer à l'engraisser.

Cette réorganisation-là, elle se fait forcément sur le dos des travailleuses ; à la M.T.C., le patron a tout prévu, mais il a la trouille : à l'annonce des 80 licenciements, les ouvrières se sont rendues à son bureau en criant :

« Fontaine au chômage », « Fontaine a la trouille », « Fontaine au poteau ».

Puis ce fut le débrayage du 29 octobre, et la manifestation en ville où plusieurs centaines de travailleuses, excédées, ont occupé la rue en scandant : **A BAS LE CAPITALISME !**

Devant cette détermination des ouvrières, le patron a essayé de rétablir la situation, par des pressions diverses, en jouant de leurs divisions, en les alléchant par des primes de départ ; il a même réussi à en convaincre certaines de donner leur compte sur l'heure, alors que, les licenciements étant interdits, elles ne peuvent prétendre à la caisse chômage et vont avoir des difficultés avec la Sécurité sociale et les Allocations familiales.

Patrons, préfets, maires, inspecteurs de travail, fonctionnaires de tout poil, malgré vos concertations, vous ne parviendrez pas à enrayer la colère de ceux qui voudraient bien **NE PAS CREVER DE FAIM.**

Et vous, messieurs les politicards de « gôche », messieurs les bureaucrates syndicaux. Les ouvriers, par leur expérience quotidienne, prennent conscience de plus en plus que vous êtes de l'autre côté de la barricade, du côté des exploiteurs.

Ils comprennent que ce ne sont pas des pétitions ou des lettres pleurnicharde à Monsieur le Maire, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Ministre du Travail (n'est-ce pas, Môssieur Longuet, Secrétaire fédéral du P.C.F. ?) qui changeront quoi que ce soit, mais que seules des actions unies de tous les opprimés feront reculer les patrons et leurs défenseurs les politiciens, les flics et autres parasites vivant de la sueur des ouvriers.

Actuellement un vaste mouvement de solidarité et de popularisation des luttes qui se déroulent dans cette entreprise est en train de se développer : tracts, articles dans les journaux révolutionnaires, et surtout actions de solidarité : quêtes avec explications dans les boîtes, les facs, les lycées, les restaurants universitaires...

Le 18 novembre, une vingtaine de jeunes agriculteurs sont venus à la porte de l'usine avec des fruits et des légumes pour les vendre aux ouvrières aux prix de départ, exprimant ainsi leur solidarité avec les travailleuses d'INDRECO, comme l'exprime leur slogan : **PAYSANS, OUVRIERS, MEME COMBAT !**

Le 29 novembre, sur le marché Velpeau, des militants distribuant des tracts pour la popularisation des luttes des travailleuses de la M.T.C., se sont faits interpeller par les flics pour « contrôle d'identité ». Mais devant les réactions de la foule (en majorité d'origine ouvrière) en faveur des militants révolutionnaires, les flics ont fait marche arrière, préférant attendre que nos camarades quittent le marché pour leur donner la chasse en toute sécurité.

Un camarade sur les sept pourchassés a été interpellé, gardé à vue pendant 22 heures, interrogé suivant les habituelles méthodes des flics (cours de morale, intimidation, questions sur « les chefs », chantage...).

Les opprimés avalent de plus en plus difficilement les calomnies de la bourgeoisie et de ses alliés, diffusées par ses puissants moyens d'intoxication (presse, radio, télé...).

Comme les travailleuses d'INDRECO à Tours, comme les jeunes agriculteurs d'Indre-et-Loire, comme les jeunes militants du marché Velpeau, **UNISSONS NOS FORCES A LA BASE.**

Nul ne peut lutter à notre place pour attaquer et abattre l'ennemi commun, le capitalisme.

ACTION-CHEMINOTS

Accord S. N. C. F.

Grande victoire ou pseudo-victoire ?

On nous parle souvent de consultation, il est nécessaire de s'entendre sur ce point. A l'occasion de l'accord, nous voyons une fois de plus la signification que lui accordent les bureaucrates. Consulter, c'est prendre l'avis de ses adhérents (bout du nez de l'esprit de chapelle) au cours des réunions syndicales. Pour qui connaît le nombre de syndiqués et le taux de fréquentation des réunions syndicqales, on s'aperçoit que le nombre de cheminots ayant exprimé son avis se résume à peu de choses près au nombre des militants syndicaux !

Les autres, peu importe, ils n'ont qu'à venir aux réunions ou se syndiquer, nous avons trop à faire pour nous interroger sur les raisons qui font que le taux de syndicalisation et de fréquentation des réunions est aussi bas ! C'est ce que vous répondront des « Môssieurs » qui, eux, sont responsables.

La consultation des cheminots, ce doit être la réunion des cheminots en Assemblée Générale, qu'ils soient syndiqués ou non, pour discuter des résultats obtenus, et décider de la position à prendre. Que cette Assemblée Générale soit dans l'immédiat convoquée par les syndicats réunis, peu ***importe.***

SALAIRES ET AUGMENTATIONS

— La sacro-sainte hiérarchie aura été une fois de plus satisfaite, car les augmentations et la clause de progression du pouvoir d'achat sont en % qui, comme nous l'avons dit dans un numéro d'A.C. (1) accroît la hiérarchie des salaires. Ceux qui ménagent les cadres en vue de but électoraliste, sont gagnants ; pour combien de temps ?

Pour nous, seule une augmentation uniforme pour tous est acceptable.

— 6 % d'augmentation annoncés comme ça, brutalement, peut paraître mirobolant. Des cheminots et autres pensaient déjà que ces 6 % étaient valables au 1er janvier, d'autres ne voient que le chiffre de 6 qui est important. C'est sans doute les raisons pour lesquelles la presse (de gauche et de droite), la télé, la radio, et les syndicats mettent l'accent sur ce chiffre.

	beaucoup
Dans la réalité, cela fait 2 % au 1er janvier, sur un salaire de 1 000 F cela fait 20 F par mois et pour les 4 mois	*80,00 F*
1 % au 1er mai, sur un salaire de 1 020 F cela fait 10,20 F et pour 4 mois	*40,80 F*
1 % au 1er septembre, sur un salaire de 103,20 F cela fait 10,32 F et pour 2 mois	*20,64 F*
2 % au 1er novembre, sur un salaire de 104,52 F cela fait 10,45 F et pour 2 mois	*20,90 F*
au total pour l'année ..... soit 13,54 F par mois.	*162,34 F*

Cela est déjà moins merveilleux vu de cette manière.

Il y a loin de 60,00 F par mois (soit 6 %) au 13,54 F.

L'ECHELLE MOBILE,
QUELLE BLAGUE !

La clause des 2 % d'augmentation du pouvoir d'achat, au cas où l'indice national des prix (259 articles) accuserait une hausse de 4 %, C'EST DU BIDON.

Personne n'ignore (voir les stastistiques officielles de l'INSEE) que 4 % de hausse aux 259 articles correspondent dans la réalité à une augmentation du coût de la vie de 7 à 8 %.

Le prix de la vie réel pourra augmenter jusqu'à 7 %, les 259 articles accuseront 3,07 %. Résultats : pas d'augmentation du pouvoir d'achat, la clause des 2 % ne jouant qu'à partir de 4 %.

Augmentation de salaires accordées pour l'année 1971, récupérées.

LE TOUR EST JOUE, TIREZ LES RIDEAUX ! VOUS ETES TOUJOURS LES CONS !

N'en avez-vous pas assez ?

Une véritable échelle mobile commence par la remise en cause du mode de calcul de la hausse du coût de la vie : A BAS LES 259 ARTICLES.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET 40 H

1 heure en moins, à partir du 26 septembre 71, quelle victoire ! Voyons celle de 1970.

Pour l'année 1970, le temps de travail avait diminué. Logiquement, des embauches auraient dû avoir lieu et notre productivité par agent diminuer. Qu'en est-il ? Le nombre de cheminots a diminué de 3,5 %, le trafic a augmenté de 4,25 %. Davantage de travail, moins de monde : la productivité par agents a augmenté de 8 %.

QUELLE BELLE VICTOIRE !

Alors, 1 h en moins pour 1971, croyez-vous que cela soit un avantage : votre productivité va-t-elle diminuer ? Les effectifs vont-ils augmenter ?

Si nous voulons que soient satisfaites ces revendications, il faut exiger les 40 h IMMEDIATES. Car, autrement, en 1974 nous aurons les 40 h avec 250 000 cheminots, qui produiront chacun davantage qu'avant avec 320 000 agents et 46 h de travail.

IL FAUT CHOISIR. Sans doute qu'un tel résultat satisfait l'INTERET NATIONAL, mais l'intérêt de la classe ouvrière, où est-il ?

(1) Action-Cheminots, bulletin cheminot regroupant des Comités d'Action, des syndiqués et non-syndiqués.

Imprim. Abexpress - Paris.

L'Ordre régne en Pologne "Socialiste"

Les bureaucrates du P.C. polonais viennent d'avoir une mauvaise surprise : à la suite de l'augmentation de certains produits de première nécessité, décidée arbitrairement par le parti « prolétarien », de violentes manifestations ont eu lieu à GDANSK (ex-DANTZIG), GDYNIA et SOPOT, trois villes formant un complexe urbain sur le bord de la Baltique, ainsi qu'à STETTIN.

Les « autorités » polonaises n'ont pu reprendre le contrôle de la situation qu'en faisant intervenir des tanks et des détachements spéciaux de policiers qui massacrèrent plusieurs centaines de travailleurs polonais. Immédiatement, les officiels ont essayé de circonscrire les événements aux raisons économiques, alors que, bien que des magasins aient été pillés, ce sont surtout les sièges de la police et du P.C. qui ont été les cibles de la colère populaire ; et le changement de quelques marionnettes dans l'équipe dirigeante n'escamotera pas le fait que le pouvoir communiste a été contesté directement par la masse des travailleurs, c'est-à-dire prétendûment la base même de ce pouvoir, et c'est une contradiction sur laquelle les bureaucrates préfèrent ne pas s'étendre.

LES MASSACRES DE TRAVAILLEURS DESARMES CONSTITUENT UN MAILLON DE PLUS DANS LA LONGUE CHAINE DE CRIMES ANTISOCIALISTES ACCOMPLIS PAR LE « PARTI DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ».

Et pourtant la situation économique en Pologne est effectivement catastrophique, à la suite de la mauvaise récolte 1970 et d'autres difficultés, qu'il ne faut pas d'ailleurs attribuer au manque de ressources du pays, mais comme dans tous les pays de l'Est, à la gestion dirigiste et centraliste de l'Etat, laissant les travailleurs sous la froide tutelle des technobureaucrates.

En 1956, Gomulka avait évité le pire en redistribuant la terre aux paysans, et en promulguant une certaine liberté du commerce, ce qui a donné naissance à de nombreuses et importantes entreprises capitalistes, le commerce de détail étant entièrement privé. C'était la N.E.P. polonaise, et le socialisme apparait là-bas, ainsi que le définit l'humour populaire, comme un radis : rouge de l'extérieur, blanc à l'intérieur, et près du beurre sur l'assiette.

Les salaires des travailleurs sont très bas, et la plupart des gens ne s'en sortent qu'en pratiquant à une grande échelle le marché noir et le système D. L'Etat donne l'exemple d'ailleurs : des magasins spéciaux d'Etat, les PEKAU, ne vendent que des produits introuvables sur le marché intérieur, en provenance de l'Ouest principalement, à fort prix ou en devises étrangères. D'autre part des trafiquants et requins de toutes sortes échangent des devises aux touristes à trois ou quatre fois leur cours officiel, avec la bénédiction de l'Etat qui les rachète à 5 contre 1 à ces trafiquants. Les Polonais émigrés à l'étranger, en France et aux Etats-Unis, aident comme ils peuvent leurs parents, et des exemples comme celui d'un village entier vivant des 1 000 dollars mensuels envoyés par un émigré enrichi, ne sont pas rares. Tout cela donne bien l'image des expédients auxquels l'Etat « prolétarien » a réduit les travailleurs.

En face de cela, la seule force politique d'opposition est constituée par l'Eglise, extrêmement pro-occidentale, nationaliste et fascisante.

Tous les dimanches matin, les églises sont bondées, les processions religieuses rassemblent des foules énormes, l'immense majorité de la population est catholique et pratiquante, même les membres du P.C. passent devant l'autel et célèbrent les cérémonies religieuses. Ce fait surprenant peut s'expliquer peut-être historiquement par la volonté polonaise d'assumer sa conscience nationale contre l'étau allemand et russe qui l'enserre.

A cet équilibre des forces P.C.-Eglise, que les deux partenaires appliquent avec complicité dans la vie sociale, les insurrections prolétariennes de décembre viennent d'ajouter une autre perspective qui pourrait se renforcer à l'avenir, surtout si les luttes ouvrières se conjuguent avec celles des étudiants (manifestation de mars 1968, suivies de procès antisémites), ce qui n'a pas eu lieu cette fois-ci, malheureusement.

L'exemple de STETTIN où le pouvoir a été assumé pendant la semaine du 17 au 24 décembre par le Comité de Grève des Chantiers Navals, ainsi que les mots d'ordre d'un pouvoir réel des Conseils Ouvriers, sont révélateurs.

La classe ouvrière polonaise, au prix de lourds sacrifices, vient de prendre conscience de sa force, gageons qu'elle ne tardera pas à l'exercer davantage à l'avenir pour que le pouvoir devienne réellement prolétarien.

Le combat du peuple espagnol
APRES BURGOS...

Nous avons pu joindre un camarade espagnol et publions ci-dessous l'entretien que nous avons eu avec lui. Ce camarade qui a participé à la lutte armée pendant la guerre d'Espagne a vécu pendant de longues années dans les prisons franquistes. Il connaît non seulement le passé du régime mais également les réalités de l'Espagne d'aujourd'hui.

— Quelle place donnes-tu aux luttes et protestations de masse qui se sont déroulées à propos du procès de Burgos ?

— Comme l'a écrit un camarade, « Burgos es la norma ». Depuis la fin de la guerre civile, les emprisonnements, les exécutions, n'ont jamais cessé. En juillet dernier, la police tire dans les rues sur les ouvriers du bâtiment en grève. Trois morts. Mais il a fallu qu'un procès plus spectaculaire se déroule pour que la presse, la radio, la télé, laissent passer l'indignation. Pour des raisons encore obscures et qui leur conviennent, les bourgeoisies ont même favorisé le mouvement d'opinion contre le franquisme. Mais n'oublions pas qu'elles ont favorisé une campagne de style humaniste, pleurnichard en se gardant de mettre l'accent sur l'aspect combatif et en tentant de faire oublier que le fascisme existe ailleurs qu'en Espagne ! Mais ce fut quand même positif.

— Mais est-ce que la campagne au sujet de Burgos a contribué à faire reculer Franco ?

— Pourquoi dire que Franco a reculé ? Il a encore fait cette fois à peu près ce qu'il a voulu. En supposant qu'il ait dû modifier ses plans, ce sont plutôt les forces capitalistes les plus puissantes qui ont obtenu que son régime apparaisse plus « acceptable » auprès du Fonds Monétaire International, du Marché Commun, etc.

Mais Franco pouvait encore se permettre de ne pas tenir compte des manifestations de Paris ou de Berne ou d'ailleurs. Il n'a pas hésité à faire tuer des millions d'Espagnols et son régime (il ne s'agit même pas de Franco mais du franquisme) sera détruit mais ne reculera pas ou ne se modifiera pas par enchantement.

— Alors, les manifestations n'ont servi à rien ?

— Mais non, pas du tout. Elles n'ont pas servi à faire reculer Franco et il faut éviter le triomphe facile, mais l'élan et la vigueur de la protestation populaire ont une très grande importance parce que les masses espagnoles savent maintenant qu'elles ne sont plus seules et que c'est un facteur important pour la Révolution et pour la prise de conscience en France et partout. Enfin, la solidarité s'exprime.

— Tu parles de Franco, de franquisme. Mais est-ce que cela signifie encore quelque chose ? Autrement dit, quelles sont les forces qui sont derrière Franco ? Est-ce encore la Phalange ou l'Opus Dei ?

— Il y a eu trop de spéculations de journalistes « bien informés » sur la « libéralisation » du régime.

Franco et son régime sont les représentants du capitalisme espagnol en développement. Dès son origine, le régime a été un conglomérat de forces diverses dont les luttes entre elles pour la suprématie ont toujours été utilisées par Franco. Celui-ci a su jouer des rivalités, satisfaire à tour de rôle les uns et les autres, mais toujours dans la permanence de la défense de « l'ordre », des privilèges de tous et du développement capitaliste. Au fond, l'hétérogénéité apparente recouvre une homogénéité profonde.

Actuellement, on peut dire peut-être que l'Opus Dei, les technocrates, les financiers l'emportent mais pourtant l'affaire Matesa fut déballée contre eux par les forces traditionnelles. On a limogé des officiers de haut grade, surveillé des ambassadeurs de vieille appartenance fasciste mais le clan traditionnel peut demain renverser la situation à son profit.

Le franquisme n'est donc pas un anachronisme mais un moyen de maintenir la domination, l'exploitation et de garantir le développement capitaliste. Ce franquisme ne va pas se libéraliser ou se liquider tranquillement. Croire cela ou le faire croire, c'est abandonner le peuple espagnol, c'est mépriser l'importance des durs combats qu'il mène, c'est participer à une supercherie.

— Tu as parlé de développement du capitalisme.

— L'Espagne d'aujourd'hui n'est ni celle de 1936, ni même celle de 1950. Depuis 20 ans, une industrie moderne s'est développée, la population ouvrière a augmenté en nombre par rapport à la population rurale. Et il y a maintenant, à côté de secteurs restés archaïques, un capitalisme avancé, très technocratique même, dont les dirigeants font leurs études aux Etats-Unis par exemple. Mais les tensions sociales, les luttes ouvrières se développent en même temps que le capital. Des luttes ouvrières très dures qui, sans dirigeants pratiquement, ont été parfois victorieuses.

— Quel est le climat politique actuellement ?

— Au cours du procès de Burgos, la presse, en Espagne, a joué sur le sentiment national : « Pourquoi les étrangers veulent-ils dicter à l'Espagne ce qu'elle doit faire ? ». Mais quand les journalistes français rapportent cela et disent que le peuple espagnol a suivi, ils se réfèrent aux gens qu'ils rencontrent en Espagne, surtout certains milieux intellectuels, bourgeois. Mais la masse des ouvriers et paysans d'Espagne refuse tout ce que dit le régime, refuse sa presse et ses campagnes d'opinion.

Il y aura d'autres Grenade, d'autres Burgos. Des luttes ouvrières et paysannes surgiront. Et puis aussi, des réseaux s'organisent, des actions d'envergure se prépaprent.

— Et où en sont les organisations libertaires ?

— Si on regarde superficiellement, les organisations qui comptent sont celles qui sont influencées par le catholicisme social et le parti communiste. Mais tout cela c'est la surface, et même les « Commissions Ouvrières » se sont bureaucratisées et perdent leur crédit. Certes, toutes ces forces ne sont pas anéanties mais la puissance réelle est du côté des masses inorganisées actuellement et qui sont potentiellement libertaires. Aujourd'hui, les organisations anarchistes proprement dites ne sont que des îlots de résistance, des embryons de réseaux ou des pôles de regroupement possible, mais le déclenchement révolutionnaire verra surgir d'immenses courants orientés vers le communisme libertaire.

LA COMMUNE, BAS LES PATTES !

Les nécrophiles fourbissent déjà leurs plumes. Le centenaire de la COMMUNE DE PARIS approche. C'est à qui, à l'extrême-gauche, va tenter de tirer la couverture à soi, de démontrer que les 25 000 combattants assassinés par la canaille Versaillaise justifient leurs idéologies aujourd'hui. C'est à qui, corbeau de radio, de télévision, de maisons d'éditions, va célébrer, entre deux « parties », entre deux restaurants bourgeois, l'héroïsme de « ces braves fédérés » — pire : le pouvoir lui-même ira certainement de sa bave. Nous verrons Messieurs Pompidou et Cie verser un pleur sur les victimes de ceux dont ils sont les héritiers directs. Monsieur Thiers, l'infâme réincarné, va nous seriner sa chanson.

Quant au Parti de Monsieur Marchais, il va, au mépris de toute exactitude historique, MONOPOLISER. Les crevards de bibliothèque, les rats d'érudition ne vont pas chômer, carrefour Kossuth.

On connaît la chanson : l'échec de la commune authentifierait les thèses marxistes-léninistes. Encore faut-il caricaturer la vérité des faits.

Qu'on se le dise : la commune n'appartient à personne, pas même aux anarchistes (collectivistes anti-autoritaires, communistes libertaires, etc.).

Certes, nous sommes en droit, nous, M.C.L., de revendiquer l'influence libertaire au sein de la Commune de Paris où ne figurèrent, au sein du conseil, que deux marxistes reconnus tels.

Certes, nous sommes en droit de penser que si les « internationalistes » (Varlin et ses amis) n'avaient pas eu à débattre avec une majorité blanquistes-jacobins, et à s'épuiser dans des débats souvent stériles, la commune eût pu survivre quelques semaines de plus. Mais elle n'était pas en mesure de vaincre. Elle ne fut pas d'abord révolution sociale, mais réaction d'un patriotisme bafoué auquel la misère de l'existence donna de nettes couleurs de revendication ouvrière pour un monde plus juste. Mais la conscience de classe resta fragile. Et le flot humain resta en suspens entre le rouge et le noir.

Pourtant, quoi qu'il en soit, la Commune demeure l'honneur du prolétariat français. Un siècle plus tard, après les prouesses du « premier état ouvrier du monde », après des crimes et des horreurs commis au nom du « Socialisme scientifique », nous savons mieux que jamais que les médicaments prescrits par Marx, dès le lendemain de la semaine sanglante, ont engendré de nouvelles épidémies qui ont ravagé les rangs de la révolution.

Mieux que jamais nous savons que la classe ouvrière, lorsqu'elle s'en remet à la volonté du « Parti pur et dur » appelé à créer un « gouvernement ouvrier et paysan », creuse en vérité son tombeau. Mieux que jamais, à l'heure des Marchais et des Mitterrand, des Conventions et des P.S.U., révolutionnaristes petits-bourgeois, des « gauchistes » en proie aux fantasmes et des assoiffés « d'ordre socialiste », des Staline au petit pied, au cerveau dérangé, nous savons que la REVOLUTION, LA VRAIE, SERA COMMUNISTE ET LIBERTAIRE.

Elle échappera en même temps à un « anarchisme » dégénéré, folklorique, agonisant, égaré dans le labyrinthe des réalités définitivement mortes, et à un « marxisme-léninisme » qui n'est qu'une théorie bâtie en chambre, hybride et parfaitement contre-révolutionnaire.

BAS LES PATTES DEVANT LA COMMUNE DE PARIS !

VIVE LA COMMUNE REVOLUTIONNAIRE QUE NOUS BATIRONS BIENTOT !

L'Insurrection de

KRONSTADT La Rouge (Mars 21)

Le Pouvoir des Soviets libres

Une édition du M.C.L. - 5 F

Prix en souscription : 3 F
jusqu'au 15 mars

Pour toute documentation sur le M.C.L., écrire :
M.C.L., B.P. 20, 37 - TOURS Rives du Cher

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....

Ci-joint un versement de 10 F pour 12 numéros, à l'ordre de PRINCE Lily, C.C.P. 93 - LA SOURCE 30.635.39.

● Mandat-Lettre ● Chèque bancaire ● Soutien : 20 F ou plus